

Observations sur la possible mise en œuvre par l'ARCEP de l'article 22 de la loi n° 47-585 du 2 avril 1947 relative au statut des entreprises de groupage et de distribution des journaux et publications périodiques modifiée (dite loi Bichet)

Par courriers en date des 6 juillet et 4 décembre 2018, les sociétés Marie Claire Album (RCS 552062770), Inter Edi (RCS 300071115), Avantages (RCS 347942120) et Revue du Vin de France (RCS 395077068), chacune membre du groupe Marie Claire, ont dénoncé les contrats qui les liaient à Presstalis, et ce à titre conservatoire.

Ces préavis ont été donnés dans le respect de la décision exécutoire n°2012-01 fixant les délais de préavis à respecter par tout éditeur qui retire la distribution d'un titre à une messagerie de presse et dans le respect de la décision n°2018-01 relative à la prolongation exceptionnelle de six mois de ces délais de préavis. **Ces préavis prennent fin au 31 décembre 2019.**

Le 26 novembre 2019, l'ARCEP annonce qu'elle envisage de suspendre temporairement tous les préavis déposés auprès de Presstalis antérieurement à la décision ou pendant sa période d'application et ouvre une consultation publique jusqu'au 6 décembre 2019.

A titre liminaire, le délai imparti par l'ARCEP, soit 8 jours ouvrés, n'apparaît pas comme étant un délai raisonnable au sens des dispositions de l'article 21 de la loi n°47-585, d'autant que rien ne justifie une telle brièveté.

Ensuite, nous nous interrogeons sur le caractère nécessaire et proportionné de la mesure par rapport à l'objectif poursuivi, d'autant que des mesures exceptionnelles similaires ont déjà été prises par le Conseil Supérieur des Messageries de Presse entre février et août 2018 avec les mêmes motivations, à savoir les difficultés de Presstalis et le nombre de préavis déposés et/ou annoncés.

L'ARCEP ne caractérise pas la menace d'atteinte grave et immédiate à la continuité de la distribution de la presse d'information politique et générale qui justifierait la mesure envisagée.

En revanche, cette mesure que l'ARCEP envisage d'adopter avant la fin de l'année 2019, soit à quelques jours de l'expiration des préavis en cours concernant les sociétés du groupe Marie Claire, constitue **une atteinte grave** à la liberté contractuelle de ces dernières, comme à la liberté du commerce.

Une telle atteinte susceptible de se prolonger pour une durée de 12 mois présente un caractère **disproportionné**.

Annoncée à peine un mois avant la date envisagée pour sa mise en œuvre, cette possible mesure place les éditeurs de presse dans une incertitude parfaitement incompatible avec les réalités opérationnelles qui sont les leurs ; la distribution d'un titre de presse s'organisant selon un calendrier prévu au moins un mois avant la date de parution du titre en question.

A titre d'exemple, vous trouverez ci-dessous les dates limites par opération pour une parution le 6 janvier 2020:

Parution	Lundi 6/01
Livraison messagerie	Mardi 31/12
Départ camions	Jeudi 26/12
Départ impression couvertures	Lundi 9/12
Quantités éditions	Jeudi 5/12
Fourniture Code A Barres	Jeudi 5/12
Création parution outils messagerie	Mardi 3/12

Une telle décision, si elle devait être confirmée, mettrait donc les sociétés éditrices du groupe Marie Claire soit en situation de manquement aux engagements contractuels pris par elles, soit en situation de manquement à la décision de l'ARCEP, si elle devait intervenir, avec les conséquences, notamment économiques, que chaque situation implique.

Soulignons, à toutes fins utiles, qu'il en irait de même dans l'hypothèse d'un renouvellement de la période de gel pour six mois supplémentaires annoncé à moins d'un mois de la date d'expiration de la première période de gel.

« ... »

Enfin, nous nous interrogeons quant à l'application de la mesure envisagée à tous les préavis en cours sans tenir compte de leur échéance. En l'occurrence, les départs, annoncés avec un préavis suffisamment raisonnable de 12 à 18 mois, sont loin de créer une situation de rupture brutale des liens entre l'éditeur et la messagerie de presse, qui pourrait éventuellement justifier la mesure envisagée.

Fait à Issy-les Moulineaux, le 5 décembre 2019

Par Arnaud de Contades, Président de Marie Claire Album